Informations de base

2017/2683(RSP) RSP - Résolutions d'actualité	Procédure terminée
Résolution sur le Soudan du Sud **Subject** 6.10.08 Libertés fondamentales, droits de l'homme, démocratie, état de droit en général **Zone géographique** Soudan du Sud	

Evénements clés

Date	Evénement	Référence	Résumé
18/05/2017	Décision du Parlement	T8-0220/2017	Résumé
18/05/2017	Résultat du vote au parlement		
18/05/2017	Débat en plénière		
18/05/2017	Fin de la procédure au Parlement		

Informations techniques

Référence de la procédure	2017/2683(RSP)
Type de procédure	RSP - Résolutions d'actualité
Sous-type de procédure	Débat ou résolution d'urgence
Autre base juridique	Règlement du Parlement EP 150
État de la procédure	Procédure terminée

Portail de documentation

Parlement Européen

Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Proposition de résolution		B8-0358/2017	17/05/2017	
Proposition de résolution		B8-0359/2017	17/05/2017	
Proposition de résolution		B8-0360/2017	17/05/2017	
Proposition de résolution		B8-0362/2017	17/05/2017	
Proposition de résolution		B8-0364/2017	17/05/2017	
Proposition de résolution		B8-0367/2017	17/05/2017	
Proposition de résolution		B8-0370/2017	17/05/2017	

Texte adopté du Parlement, lecture unique		T8-0220/2017	18/05/2017	Résumé

Résolution sur le Soudan du Sud

2017/2683(RSP) - 18/05/2017 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté une résolution sur le Soudan du Sud.

Le texte adopté en Plénière avait été présenté en tant que résolution commune par les groupes PPE, S&D, ECR, ALDE, GUE/NGL, Verts/ALE, EFDD et la députée Barbara KAPPEL.

Les députés rappellent que le Soudan du Sud est plongé, depuis plus de trois ans, dans une guerre civile qui a éclaté après que le président du pays, Salva Kiir, issu du groupe ethnique Dinka, a accusé son ex-vice-président limogé, Riek Machar, appartenant à l'ethnie Nuer, d'avoir tenté de fomenter un coup d'État.

En dépit de la signature de l'accord sur la résolution du conflit au Soudan du Sud, en août 2015, on continue à observer un **mépris total des droits de l'homme internationaux et du droit humanitaire international**.

Le pays est par ailleurs confronté à la famine et à l'effondrement économique du fait de la guerre civile, plus de 3,6 millions de personnes étant forcées de fuir leurs foyers et 4,9 millions de personnes, étant exposées à l'insécurité alimentaire. Les besoins humanitaires ont continué à croître jusqu'à atteindre des niveaux alarmants, 7,5 millions de personnes, selon les estimations, ayant besoin d'une aide humanitaire et plus d'un million de personnes étant actuellement réfugiées dans les locaux des Nations unies.

Au rythme actuel, à la fin de 2017, **la moitié de la population du pays aura péri ou aura été déplacée** et on ne sait pas combien de personnes ont été tuées du fait de la violence, y compris le viol et l'enlèvement systématiques des femmes et des filles.

Le Soudan du Sud est en outre lui-même terre d'accueil pour quelque 270.000 réfugiés du Soudan, de la République démocratique du Congo, de l'Éthiopie et de la République Centrafricaine.

Le pays est également touché par une épidémie de choléra et le travail humanitaire se fait très difficilement puisqu'au moins 79 travailleurs humanitaires ont été tués depuis décembre 2013.

Aide d'urgence exceptionnelle : les députés indiquent que face à cette situation la Commission avait annoncé un train de mesures d'aide d'urgence, d'une valeur de 82 millions EUR, suite à l'apparition de la famine. L'UE est l'un des plus grands bailleurs de fonds du pays, avec plus de 40% de tout le financement humanitaire pour soutenir des programmes vitaux en 2016 et quelque 381 millions EUR en assistance humanitaire depuis le début du conflit en 2013.

Tout en dénonçant les attaques contre des civils et des travailleurs humanitaires, les députés demandent à nouveau à l'Union européenne et à ses États membres **d'accroître l'aide humanitaire de manière à soulager la famine et à faire pression sur le gouvernement du Soudan du Sud** pour veiller à ce que les voies d'acheminement de l'aide humanitaire demeurent ouvertes.

Ils déplorent le **recrutement d'enfants dans les conflits armés**, par toutes les parties belligérantes, au Soudan du Sud. Ils demandent la programmation **d'une aide humanitaire et d'une aide au développement** de l'Union européenne pour contribuer à dispenser une éducation de base ainsi qu'une réadaptation et un conseil à long terme.

Sur le plan politique, les députés appellent le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) et à la VP/HR à utiliser toutes les ressources disponibles pour associer les Nations unies, l'Union africaine au lancement d'un nouveau processus politique permettant d'obtenir un cessez-le-feu durable dans ce pays.

Ils soulignent également la nécessité urgente de mettre en place un Tribunal mixte pour le Soudan du Sud, avec l'adoption d'un statut juridique par l'Union africaine et l'aide de ressources des Nations unies et de l'UE.

Embargo sur les armes : les députés regrettent que le Conseil de sécurité des Nations unies n'ait pas adopté une résolution, le 23 décembre 2016, qui aurait imposé **un embargo sur les armes au Soudan du Sud** et infligé une interdiction de voyager et un gel des avoirs à trois hauts dirigeants sud-soudanais. Ils appellent l'UE à maintenir un embargo international sur les armes contre le Soudan du Sud et à le faire appliquer réellement. Ils demandent également aux autorités de veiller à ce que tout rapatriement ou relocalisation de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays ait lieu d'une manière sûre et digne.

Enfin, en raison du conflit endémique, de l'insécurité et du déplacement de masse des populations, ils estiment que des élections crédibles et pacifiques ne peuvent avoir lieu actuellement.